

Les paradoxes de l'emploi féminin sur le pourtour méditerranéen

Christine Guégnard¹

Résumé

Cette invitation originale à un voyage sur le pourtour de la Méditerranée permet de mieux appréhender les raisons de la colère des jeunes. L'analyse comparative dans quatorze pays révèle les paradoxes de l'emploi féminin dans des contextes sociaux, démographiques, culturels et économiques, plus ou moins distants, à la lumière de données statistiques les plus récentes. Ces contrées reflètent une image pessimiste : en écho d'une segmentation du marché du travail, le chômage frappe particulièrement la jeunesse, les itinéraires des jeunes femmes ressemblent à un dédale d'incertitudes et de contradictions. Pourtant, certains pays leur offrent davantage d'opportunités.

Abstract: The paradox of female work around the Mediterranean

This is an original invitation to a travel around the Mediterranean, which could explain the reasons for the youth anger. The comparative analysis in fourteen countries clarifies female employment in social, demographic, cultural and economic contexts, more or less distant, by the light of the most recent statistical data. These countries reflect a pessimistic image with high youth unemployment and labyrinth of uncertainties and contradictions for the young women, in echo of labour market segmentation. However certain countries offer more opportunities to them.

Introduction

Cette communication s'appuie sur une comparaison de l'emploi féminin dans quatorze pays du pourtour méditerranéen hors Union européenne - Albanie, Algérie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Monténégro, Maroc, Palestine, Syrie, Tunisie, Turquie -. Au-delà de la proximité géographique, certains éléments les positionnent dans une situation similaire et d'autres les différencient. La Méditerranée est un carrefour, imprégné de civilisations et religions plurielles, qui connaît des zones de turbulences, des fractures économiques, culturelles, sociales et politiques. Telle une ligne symbolique entre Orient et Occident, entre Chrétiens et Musulmans, entre l'Europe et l'empire Ottoman... Parmi les facteurs communs, les huit contrées arabes partagent la langue, l'histoire de l'empire islamique et la religion (Sultana, Watts, 2007). De plus, le Printemps arabe a envoyé une onde de choc qui continue d'évoluer. Les trois pays Balkans occidentaux ont jusqu'à récemment partagé la même histoire, marquée par des guerres, des conflits ethniques et la création de nouvelles nations (Bosnie-Herzégovine, Croatie, Monténégro). Quatre autres sont toujours au cœur d'enjeux internationaux, de guerres et de défis (Israël, Liban, Palestine, Syrie). La culture issue de l'empire ottoman, les incidences coloniales ou postcoloniales, les expériences du communisme et du socialisme ont aussi imprégné et différencié les systèmes sociaux, éducatifs et productifs des pays².

À travers cette mosaïque, l'analyse des marchés du travail révèle pourtant de nombreux traits communs : un faible taux d'activité des femmes comparé à d'autres pays en voie de développement ou à l'Union européenne, une segmentation du marché du travail accentuée par la persistance d'un secteur informel et soutenue par la prépondérance du secteur public et, un chômage élevé en particulier pour les jeunes et les femmes. Certes, les femmes ont aujourd'hui de meilleurs parcours de formation que les hommes, mais elles se positionnent moins bien sur le marché du travail. La lente avancée féminine a un prix, une résonance particulière dans les pays Arabes. L'objet de cette communication est

¹ Institut de recherche sur l'éducation, sociologie et économie de l'éducation, IREDU/CNRS, Céreq, Université de Bourgogne. Mail : christine.guegnard@u-bourgogne.fr.

² Bien d'autres éléments de rapprochement coexistent dont la Ligue arabe, le Conseil de coopération du Golf, l'Union du Maghreb, l'Union pour la Méditerranée, le partenariat Euromed. Cinq pays souhaitent rejoindre l'Union européenne dont la Turquie ; neuf pays font officiellement partie des partenaires méditerranéens bénéficiant ainsi de divers programmes européens (comme MEDA-ETE Education et formation pour l'emploi...). Dans cette communication, les termes pays, contrées, territoires, états, sont utilisés dans le même sens d'une réalité géographique, quel que soit le régime politique, république ou monarchie constitutionnelle...

d'analyser les identités professionnelles des femmes dans des contextes économiques, démographiques, sociaux et culturels, plus ou moins distincts, à la lumière d'une approche comparative des données statistiques les plus récentes³.

1. Le souffle de la jeunesse

Les différences d'un pays à l'autre sont confirmées par divers indicateurs internationaux, tant en termes de population⁴, du produit intérieur brut⁵, de démographie... En termes d'espérance de vie, de progrès d'éducation et de niveau de vie, Israël et la Croatie se détachent et se placent très favorablement selon l'indice du développement humain⁶ (17^e et 46^e rangs en 2011 sur 187 pays, cf. tableau 1) ; six pays se positionnent à un niveau élevé - Monténégro, Albanie, Liban, Bosnie-Herzégovine, Turquie, Tunisie - ; les autres se situent au niveau moyen du développement humain. Du fait de l'évolution et de l'amélioration continue des systèmes éducatifs, ces contrées ont réduit de manière significative l'analphabétisme, le décrochage scolaire et, le plus souvent, les écarts de scolarisation entre les filles et les garçons. La position inférieure du Maroc (130^e) est due à ses performances plus faibles dans l'éducation et la santé, mais surtout à la présence d'un illettrisme encore élevé, particulièrement en zone rurale.

En réalité, l'**analphabétisme** demeure un défi, notamment au Maroc et en Égypte. Même s'il diminue clairement partout, les contrastes perdurent. Le taux d'alphabétisation des adultes est élevé en Israël, Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie et au Monténégro ; il s'est nettement amélioré en Jordanie, Palestine, Turquie et au Liban. Autre constat négatif, l'illettrisme est toujours plus fort pour les femmes et ce, quel que soit le pays. Une tonalité positive, les taux sont faibles pour la population âgée de 15 à 24 ans, surtout pour les jeunes filles.

D'autres comparaisons internationales portant sur la pauvreté, l'égalité, la corruption... confirment les tendances et positionnent les pays (tableau 1). La population vivant en dessous du seuil de pauvreté est proche de 20 % en Algérie, Bosnie-Herzégovine, Égypte, Israël et en Palestine. Or, la pauvreté a un impact sur l'accès à l'éducation, les enfants des familles pauvres étant souvent contraints de travailler. L'indice sur l'inégalité de genre⁷ souligne un équilibre relativement positif en Croatie (50^e sur 135 pays), en Israël (55^e), et des disparités importantes pour les huit pays arabes et en Turquie (tous classés au-delà du 108^e). Aucun pays dans le monde n'est à l'abri des dommages de la corruption⁸ dans le secteur public, le Liban et la Syrie étant les plus concernés, Israël et la Jordanie les moins touchés.

Les **tendances démographiques** divisent aussi ces territoires. Le nombre d'enfants par femme est proche de 1,5 dans les pays Balkans occidentaux pour 3,8 en Jordanie et 4,3 en Palestine. Ces chiffres sont tous inférieurs à ceux de 1980, notamment pour les pays arabes (de 5 à 7 enfants). En Israël, Égypte, Jordanie, Syrie et Palestine, cet indice élevé va de pair avec une croissance rapide de la population (Detape *et alii*, 2008). Les enfants de moins de 15 ans représentent près de 40 % de la

³ Sources : Banque mondiale, Bureau international du travail (BIT), Eurostat, Fondation Européenne de la Formation (ETF), Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Unesco, Unicef, enquêtes nationales sur l'Emploi (Labour Force Survey). Les analyses s'appuient sur diverses publications de la Banque mondiale et d'ETF et des études réalisées dans les pays (cf. bibliographie).

⁴ Moins de 1 million d'habitants au Monténégro à plus de 75 millions en Égypte et Turquie (tableau 1 page 12).

⁵ Ainsi, le produit intérieur brut par habitant à prix courants est de 21 600 € en Israël à près de 2 000 € en Égypte, Jordanie, Palestine, Syrie (Eurostat, 2010).

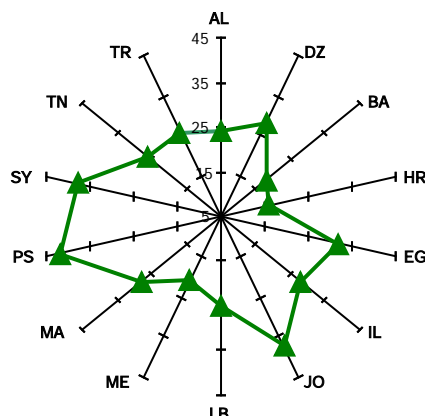
⁶ L'indice du développement humain (IDH) est un indicateur composite basé sur la synthèse des indicateurs de santé, de niveau d'études et de revenu (PNUD, 2011). La santé est mesurée par l'espérance de vie et la mortalité infantile, l'éducation par une combinaison entre le taux d'alphabétisation des adultes et les ratios bruts d'inscription dans l'enseignement primaire, secondaire et tertiaire, et le niveau de vie par le produit intérieur brut par tête (pays classé premier la Norvège, le dernier le Congo).

⁷ Développé par le *World Economic Forum*, cet indice (*The Global Gender Gap Index*) associe divers indicateurs concernant la participation et les opportunités politiques, le niveau d'éducation, la santé, l'espérance de vie et la prise de pouvoir politique (pays classé premier est l'Islande, le dernier le Yémen).

⁸ Réalisé par *Transparency International*, l'indice de corruption est un indicateur global qui combine différentes sources d'information (évaluations, enquêtes d'opinion réalisées par des institutions indépendantes) sur la corruption du secteur public (pays classé premier la Nouvelle-Zélande sur 182, les derniers la Somalie et la Corée du Nord).

population en Palestine, Jordanie et Syrie (graphique 1). La répartition par âge est relativement proche pour le Maghreb, Israël, Turquie et au Liban, avec une part importante de jeunes (26 %-28 %). Ces pays doivent s'attendre à une arrivée de générations nombreuses sur le marché du travail et à un taux de croissance de la population active parmi les plus élevés du monde⁹.

Graphique 1. Population âgée de moins de 15 ans en 2010 (en %) ¹⁰



Écart frappant avec le vieillissement de la population, lié aux guerres et migrations, en Bosnie-Herzégovine, Croatie, au Monténégro et en Albanie. Pour ce dernier, près d'un habitant sur quatre est âgé de moins de quinze ans, mais l'importante migration des jeunes mène aux mêmes effets. En fait, ces quatre territoires sont touchés par le destin d'une population vieillissante face à d'importantes restructurations des activités économiques, alors que l'intégration d'une population jeune dans le monde du travail est un problème crucial pour les dix autres (Detape *et alii*, 2008).

2. Entre avancées et résistances de l'activité féminine

Une première singularité porte sur la **faiblesse de l'activité**¹¹ féminine dans l'économie, même si l'on assiste à une progression de leur participation dans ces pays. Israël se distingue par un taux proche de l'Union européenne. Plusieurs pays arabes se particularisent avec seulement deux femmes sur dix dans la vie active, à l'instar de la Palestine qui se trouve au cœur de turbulences politiques (graphique 2). Du côté de l'emploi féminin, une forte amplitude apparaît : de 12 % en Algérie, Jordanie et Palestine à 49-58 % en Croatie et Israël situés en haut de l'échelle. Dans cinq pays, moins de 20 % des femmes occupent un emploi, et seulement le quart en Turquie, Tunisie, au Liban et Maroc. L'avancée féminine paraît lente dans de nombreux pays arabes, là où les pressions familiales, sociales et culturelles demeurent prégnantes.

Une spécificité commune importante, l'activité des femmes augmente avec l'élévation de leur formation, même dans les pays où leur participation est faible mais, demeure néanmoins toujours en dessous du taux masculin. Le taux d'emploi féminin se différencie très fortement selon le niveau d'études. Ainsi en Égypte et Palestine, il évolue de 12 % des femmes sans qualification à plus de 45 % des diplômées de l'enseignement supérieur¹². En Turquie, 20 % des femmes qui possèdent un niveau d'éducation de base travaillent pour 62 % des diplômées d'université (Vos, 2008). Le clivage est

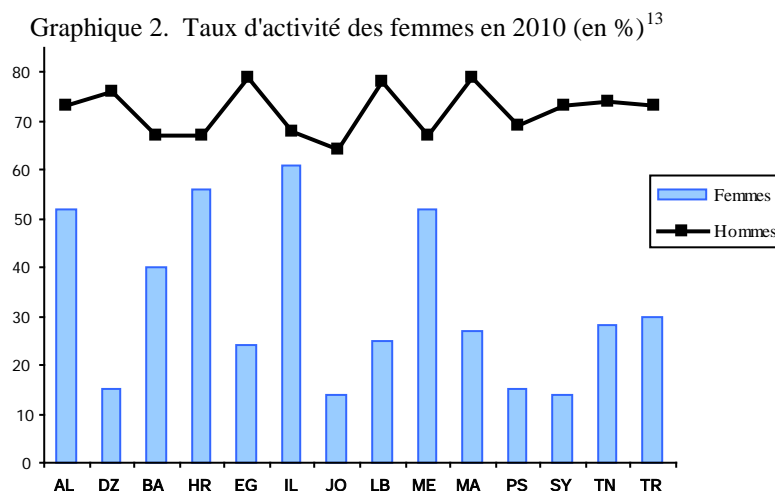
⁹ La Banque mondiale (2008) a estimé que 100 millions nouveaux emplois devraient être créés pour le Moyen-Orient et les pays de l'Afrique du Nord pour soutenir seulement le rythme des nouvelles arrivées sur le marché du travail pendant les deux prochaines décennies.

¹⁰ Sources : Banque mondiale, Eurostat.

¹¹ Le taux d'activité économique est le pourcentage de la population qui fait partie de la force de travail par rapport à la population âgée de 15 à 64 ans (64 % des femmes pour l'UE-27). Le taux d'emploi est le pourcentage de la population active en emploi par rapport à la population active (58 % des femmes pour l'UE-27).

¹² Source : MEDA-ETE, ETF 2007. Les taux d'emploi féminins sont respectivement de 48 % et 83 % pour l'UE-27. Selon la classification internationale type de l'éducation (CITE 1997), le terme sans qualification fait référence à la population qui possède seulement un niveau d'éducation de base (niveau 0 préprimaire, niveau 1 primaire ou premier cycle de l'éducation de base, niveau 2 premier cycle de l'enseignement secondaire ou second cycle de l'éducation de base) ; les diplômés de haut niveau se réfèrent aux niveaux 5 et 6 (premier et deuxième cycles de l'enseignement supérieur).

davantage accentué en Jordanie : seulement 5 % des femmes sans qualification occupent un emploi (57 % des hommes), comparé à 49 % des diplômées de haut niveau (77 % des hommes). Ce lien entre éducation et emploi se trouve aussi dans les pays Balkans occidentaux, variant de 18 à 55 % des femmes de faible niveau de formation à plus de 70 % des diplômées du supérieur.



En second lieu, il existe un déséquilibre dans la distribution des activités économiques. Au cours des dernières décennies, la **répartition sectorielle** de la main-d'œuvre a évolué dans le même sens dans presque tous les pays. Le commerce et les services se sont développés alors que l'agriculture et la construction et le secteur public ont diminué. Cependant, l'agriculture occupe toujours une place importante dans quelques pays (plus de 40 % au Maroc, en Albanie, près de 30 % en Égypte et Syrie, le quart en Turquie), et accueille nombre de femmes et de migrants. Les services représentent plus de 70 % des actifs en Israël, Jordanie, au Liban et Monténégro. Les secteurs demeurent marqués par une représentation traditionnelle et sexuée. Seules l'éducation et la santé paraissent mixtes, avec la moitié d'actives dans la plupart des contrées. L'emploi féminin est en moyenne plus concentré dans des secteurs et métiers distincts de ceux des hommes, avec toutefois des spécificités nationales. Ainsi, l'agriculture accueille le tiers de la population féminine au Maroc, pour la moitié des femmes en Tunisie et Turquie, et la moitié des jeunes femmes en Syrie et en Égypte. Tandis qu'en Israël, Jordanie, Palestine, au Liban et Monténégro, plus de 80 % des femmes sont embauchées dans les services. Au final, la part croissante des femmes dans les services, au détriment du secteur agricole, indique un accroissement de leurs niveaux de qualification, et souligne leur évolution vers une économie de services et de la connaissance. Ces constats se retrouvent dans les statistiques de l'Union européenne, où la concentration féminine dans quelques secteurs d'activité semble néanmoins s'accroître et non diminuer au fil du temps.

3. Une double segmentation du marché du travail

Le **secteur public** reste le premier employeur, de 30 % à 60 % de l'emploi total (Bardak, 2005). Ces pays se distinguent par l'importance de l'État (lié à l'expansion des services publics, à la croissance de l'armée), qui contrôle les principales unités de production : 20 % en Égypte, 30 % en Croatie, Jordanie, Syrie et Tunisie. Israël, le Liban et la Turquie se démarquent par des activités publiques plus faibles (proches de 14 %). Ces ratios sont considérés élevés, par comparaison à la moyenne mondiale de 11 %. L'attraction du secteur demeure liée aux conditions de travail, à la sécurité de l'emploi, au statut social dans des pays qui n'offrent pas de protection réelle des chômeurs¹⁴. Elle est en lien avec l'histoire : auparavant plusieurs contrées, comme l'Égypte et la Syrie, garantissaient un poste dans le

¹³ Sources : enquêtes nationales sur l'Emploi, Eurostat. Dans les graphiques, la situation des hommes est présentée sous forme de courbe illustrative afin de faciliter la comparaison avec les femmes du même pays.

¹⁴ Dans les pays Balkans occidentaux, très peu de demandeurs d'emploi (10 %) perçoivent une indemnité (ETF, 2008), plus fort en Croatie (17 %). L'Algérie, Israël, la Turquie offrent une allocation de chômage pour un nombre limité de personnes (Bardak *et alii*, 2006). La plupart des pays n'ont pas mis en place de système d'assurance chômage efficace. En revanche, le Maroc a créé des institutions pour aider les chômeurs (BIT, 2008).

secteur public aux diplômés de l'enseignement supérieur (Assaad, 2002). Dans plusieurs pays arabes, pour travailler dans les administrations publiques ou dans les entreprises nationales, la personne doit s'inscrire sur une liste d'attente dans un bureau d'emploi du gouvernement. En réalité, cette attente peut durer plusieurs années, liée au niveau de formation mais surtout aux réseaux personnels et sociaux. Une exception en Jordanie, un bureau central directement attaché au Premier ministre est responsable du recrutement du personnel pour toute la fonction publique, avec un quota par type de postes et niveaux de qualification. Dans ce système très réglementé, un nombre toujours plus élevé de candidatures apparaît au fil des ans, notamment des jeunes femmes diplômées du supérieur, par rapport au nombre de postes offerts. Deux tiers des demandes sont féminines, alors que les postes sont pourvus à parité¹⁵.

Dans pratiquement tous les pays arabes, plus le niveau d'éducation s'élève, moins la population active est embauchée dans les entreprises privées. Ainsi en Syrie, sont salariés du secteur public les trois quarts des diplômés postsecondaires et universitaires, pour seulement 20 % dans le secteur privé (Huitfeldt, Kabbani, 2005). Ceci contraste avec les pays Balkans occidentaux où les diplômés de hauts niveaux travaillent davantage dans les établissements privés. Ce résultat peut révéler un décalage entre les qualifications acquises en formation et les compétences requises par les entreprises. Compte tenu du rôle traditionnel du secteur public en matière d'absorption des jeunes diplômés, et des conditions de travail attrayantes, ce secteur est privilégié par nombre de femmes diplômées de l'enseignement supérieur. Pour autant, cette préférence ou stratégie des jeunes n'est pas une spécificité de ces pays. En effet, une enquête européenne montre que le secteur public est le premier employeur des femmes et regroupe la moitié des actives pour le tiers des hommes, cinq ans après la sortie des études de l'enseignement supérieur (Guégnard *et alii*, 2008).

Autre constat, un **secteur parallèle informel**¹⁶ est présent dans tous ces pays méditerranéens. Il est estimé entre 40 % et 60 % de l'emploi non agricole selon le Bureau international du travail (Bardak, 2005). Il n'existe pas de définition unique et consensuelle sur le secteur informel : activités non déclarées ou cachées (travail au noir, *grey work*) qui se composent d'unités de petite taille hors des cadres légaux, dispersées à travers toutes les activités, de l'agriculture au tourisme, en passant par la construction, qui inclut de nombreux métiers de l'artisanat traditionnel, aux diverses ventes dans la rue... Ce secteur informel, toujours grandissant semble-t-il, offre des postes à de nombreux débutants et débutantes en attente d'un travail dans le privé ou le public (ETF, 2009). Une réserve importante de main-d'œuvre peu qualifiée et la prédominance d'emplois non qualifiés sur le marché du travail créent les conditions d'émergence et de persistance de ces petits boulots journaliers, occasionnels, plus ou moins temporaires. L'insuffisance des possibilités d'emploi et le défaut de protection sociale incitent nombre de personnes, des jeunes et des femmes peu qualifiées, et donc vulnérables, à travailler dans l'informel comme stratégie de survie. Une enquête menée en Syrie confirme ce secteur d'accueil pour les débutants : il représente 56 % des premières embauches des jeunes hommes et 42 % pour les jeunes femmes (Alissa, 2007). Dans les pays Balkans occidentaux, le taux d'emploi informel avoisinerait les 40 % pour les jeunes hommes et 33 % pour les jeunes femmes (BIT, 2008).

En réalité, une segmentation apparaît nettement en référence à la théorie du marché dual (Doeringer, Piore, 1971) avec d'un côté, les employé-e-s des grandes entreprises ou les salarié-e-s du secteur public qui bénéficient de meilleures conditions et modalités de travail, de statuts sociaux et de protection sociale¹⁷ ; et de l'autre, les personnes travaillant dans les nombreuses entreprises informelles, qui connaissent tous les mauvais côtés de la flexibilité, caractérisés par un turn-over

¹⁵ Ainsi en 2007, plus de 178 870 candidats (dont 127 270 femmes) se sont présentés et 11 250 postes ont été pourvus (5 162 hommes et 5 793 femmes dont 87 % diplômées d'université). Cela fait un taux de recrutement par rapport aux candidatures de 6 % pour les femmes et 11 % pour les hommes (*Civil Service Bureau*).

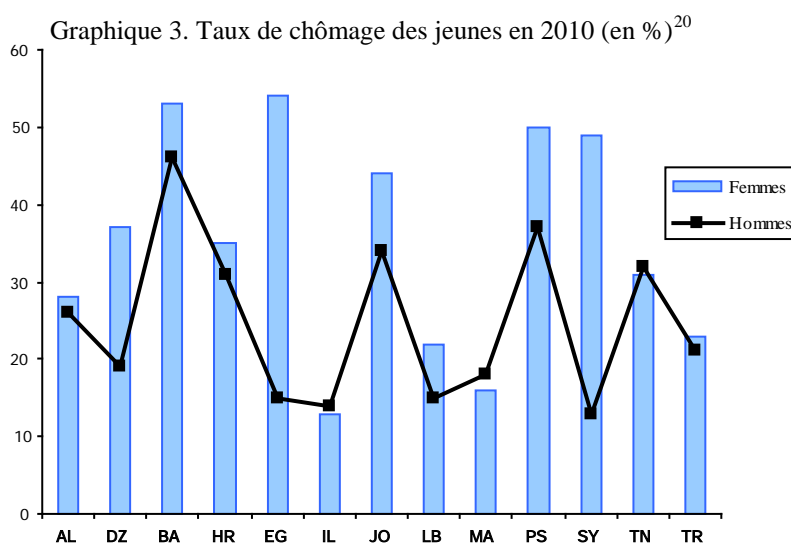
¹⁶ En réalité, il existe un problème de définition mais aussi de quantification. L'institut national des statistiques de Tunisie estime que plus de 15 millions de familles vivent de ce secteur. Près de 72 % des entreprises de zone urbaine au Maroc sont informelles (BIT, 2008).

¹⁷ Seulement 20 % des travailleurs marocains sont couverts par un système d'assurance santé, pour 58 % en Algérie et plus de 75 % en Tunisie (Commander, Zaman, 2009). En Jordanie, le régime d'assurance sociale couvre 40 % des salariés (*Social Security Corporation*). La moitié des travailleurs en Égypte n'ont pas de contrat de travail et très peu sont couverts par une sécurité sociale (ETF & World Bank, 2005). De même, dans les pays Balkans, la part des salariés en emploi stable est faible (20-30 % *in Fetsi et alii*, 2007).

élevé, une absence de contrat de travail et d'assurance sociale, des bas salaires, et peu de perspectives. Ainsi en Égypte, 85 % des femmes employées dans le secteur informel gagnent moins de 10 livres par jour (contre 25 % des femmes qui travaillent dans le privé, cf. Amer, 2007). Un double clivage se dévoile entre public/privé, puis dans le privé entre formel/informel, accentué par la présence de nombreuses micro-entreprises¹⁸.

4. Des répercussions du côté des jeunes

Huit pays connaissent un chômage proche de celui de l'Union européenne (12 % en 2010)¹⁹. Toutefois, le chômage féminin est toujours supérieur à celui des hommes, quelle que soit la contrée (tableau 2) : il varie de 7 % en Israël à plus de 26 % en Bosnie-Herzégovine, Jordanie, Palestine et Syrie. L'un des obstacles à franchir est d'obtenir un premier travail : ainsi, en Jordanie et Syrie, plus des deux tiers des femmes en recherche d'emploi n'ont aucune expérience professionnelle pour le tiers des hommes (Guégnard *et alii*, 2005).



Un autre élément crucial, le chômage frappe davantage **la jeunesse** : près du quart des jeunes en Albanie, Égypte, plus du tiers en Croatie, Jordanie, Palestine, Tunisie, au Monténégro, pour 57 % en Bosnie-Herzégovine. C'est le double de la population active avec des différences sexuées marquées selon les pays (graphique 3). Le chômage des jeunes femmes varie de 13 % en Israël à près de 40 % en Algérie et Jordanie, plus de 50 % en Palestine, Bosnie-Herzégovine, Égypte et Syrie. Si l'éducation a un impact significatif sur les possibilités d'embauche, être une femme et être jeune représentent néanmoins une double source de difficultés en Algérie, Égypte, Jordanie et Palestine. L'élévation rapide du niveau de formation n'a guère relâché les tensions à l'entrée des jeunes dans la vie active dont les difficultés demeurent (chômage, instabilité d'emploi, bas salaire). La crise financière, puis économique, mondiale a confirmé la sensibilité particulière de l'emploi des jeunes aux retournements conjoncturels. Au Moyen-Orient, au cours des vingt dernières années, près d'un jeune sur quatre s'est retrouvé au chômage, quand d'autres sont « *englués dans leur condition de travailleurs pauvres* » (BIT, 2011). Il devient de plus en plus difficile de trouver autre chose qu'un travail précaire, d'où un malaise ou une frustration collective chez les jeunes, qui a été l'étincelle des mouvements de protestation à travers le monde.

¹⁸ Par exemple, 90 % des entreprises en Albanie (ETF, 2008), Jordanie (Guégnard *et alii*, 2008), Palestine, ont moins de 5 employés, les établissements de moins de 20 salariés représentent les deux tiers des emplois du secteur privé en Égypte et Jordanie, 40 % au Liban (ETF, 2009) ; les entreprises de moins de 50 salariés sont estimées à près de la moitié des emplois en Croatie (ETF, 2008).

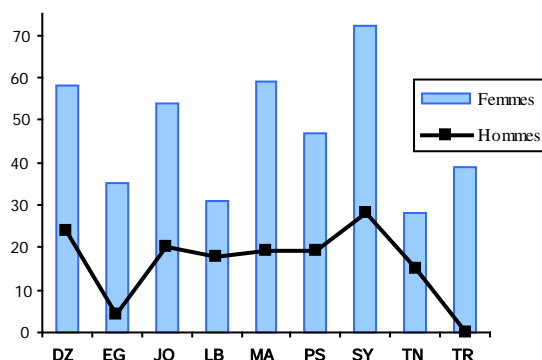
¹⁹ Le taux de chômage est la proportion de chômeurs dans la population totale âgée de 15 à 65 ans (actifs en emploi et chômeurs). Un chômeur au sens du Bureau international du travail est une personne âgée de plus de 15 ans disponible pour travailler dans les deux semaines, qui a entrepris des démarches de recherche d'emploi et qui n'a pas travaillé au cours de la semaine de référence (taux de chômage des jeunes de 21 % pour l'UE-27).

²⁰ Sources : BIT, MEDA-ETE ETF, Eurostat, enquêtes sur l'Emploi.

Le chômage des jeunes révèle la complexité de la transition de l'école vers l'emploi (Rose, 1984), ou le labyrinthe de l'insertion (Nicole-Drancourt, 1991), davantage soulignés dans ces pays méditerranéens. Les jeunes suivent des itinéraires compliqués imbriquant des situations d'emplois précaires, informels, des périodes de chômage et d'inactivité... sur des marchés du travail segmentés, avec une préférence pour les postes du secteur public. De plus, le service militaire brouille encore plus les conditions d'entrée des hommes dans la vie active : il peut durer quelques mois à trois ans selon le pays (en Israël deux ans pour les femmes), et peut être réduit pour les diplômés du supérieur (en Syrie, Égypte).

Les déséquilibres persistants du chômage devraient être augmentés si l'on ajoutait les personnes inactives ou découragées, qui souhaitent un emploi mais n'en recherchent pas activement selon la définition officielle. Le **halo**²¹ du chômage, aux frontières de l'inactivité, forme un groupe hétérogène de personnes en attente qui touche davantage la population féminine (graphique 4). Une frange de jeunes est estimée à 47 % des femmes et 15 % des hommes qui ne sont ni actifs, ni scolarisés (Detape *et alii*, 2008). Alors qu'en Europe, les moins de vingt-cinq ans sont soit scolarisés, soit actifs (en emploi ou au chômage). La proportion de jeunes femmes de 15-24 ans inactives non scolarisées est deux fois plus élevée que celle des hommes dans tous les pays arabes étudiés : près de 30 % des jeunes femmes en Égypte, Liban, Tunisie, plus de 54 % en Algérie, Jordanie, au Maroc, 72 % en Syrie. Les raisons exprimées par les jeunes femmes en Égypte sont les travaux domestiques, le refus de la famille, le mariage et les soins des enfants (Amer, 2007). De même en Syrie, le tiers des jeunes femmes affirment que leur famille ne veut pas qu'elles travaillent et 43 % s'occupent des activités de la maison ; quelques-unes déclarent être découragées de ne pas trouver d'emploi (Alissa, 2007). Parmi les inactifs de Jordanie, les trois quarts des femmes s'occupent des tâches familiales et domestiques tandis que la moitié des hommes sont des étudiants (*Department of Statistics*). Le taux d'inactivité (hors études) des jeunes femmes est supérieur à celui des jeunes hommes dans les pays Balkans occidentaux (13 % pour 10 %, cf. BIT 2008).

Graphique 4. Part des jeunes aux frontières de l'inactivité en 2006 (en %) ²²



5. Les méandres du travail féminin

Deux autres principaux constats ressortent : un faible rendement de l'enseignement supérieur dans la majorité des pays étudiés, dû à la croissance économique et aux segmentations du marché du travail, et un manque de valorisation du capital humain des femmes, lié à la pénurie générale d'emplois (surtout stables et décents), à la discrimination dans les sphères professionnelles, à des raisons sociales et culturelles. Dans de nombreuses contrées arabes, l'importance de la famille et l'influence des clans, accentuent plus particulièrement les rôles sexués, différenciant davantage les genres masculin et féminin, ou *l'habitus*. Le masculin sert de référent général, domine matériellement et symboliquement (Bourdieu, 1998). L'exercice d'un métier est soumis à l'accord du père et/ou du mari, et le travail d'une femme dans un milieu masculin est perçu comme inconvenant, voire déshonorant²³.

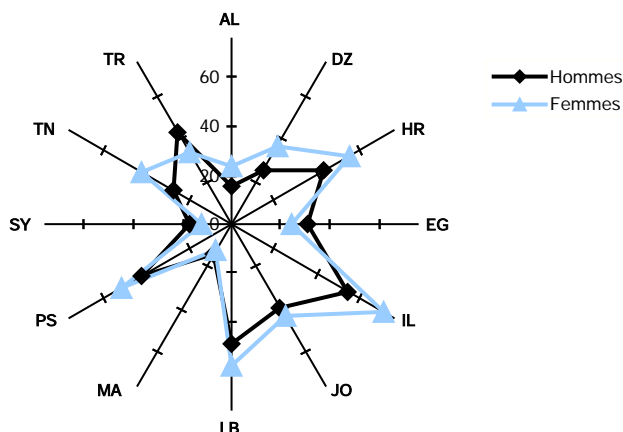
²¹ Cf. Insee, 2009.

²² Sources : Eurostat et Unesco in Detape *et alii*, 2008.

²³ Ainsi, femme de chambre en Jordanie ou Syrie n'est pas un métier de femmes contrairement à de nombreux autres pays européens, car il serait 'honteux' qu'une femme entre dans une chambre d'homme.

Le nombre d'étudiantes inscrites dans l'enseignement supérieur continue d'augmenter, et la parité a été atteinte ou dépassée dans pratiquement tous ces pays (graphique 5). La société du savoir, associée à un développement important des nouvelles technologies de l'information et de la communication, occulte des tendances contradictoires du côté des femmes (Gadrey, 2005). Toutes les recherches concernant la scolarisation des filles soulignent le paradoxe entre la présence massive et la réussite de la population féminine dans l'enseignement supérieur, la permanence de la spécialisation des filières et, les modalités d'insertion professionnelle des femmes. Leur faible présence dans les formations scientifiques apparaît dès lors comme un risque de désavantage, voire d'exclusion. Les jeunes filles représentent actuellement la majorité des diplômés de l'enseignement supérieur, excepté au Maroc et en Turquie. Cependant, parmi les diplômés scientifiques ingénieurs, leur part est seulement de 12 % au Maroc, 24 % en Israël, Jordanie, Turquie, au Liban, proche de 30 % en Algérie, Croatie et Palestine.

Graphique 5. Taux de scolarisation dans le supérieur en 2011 (en %) ²⁴



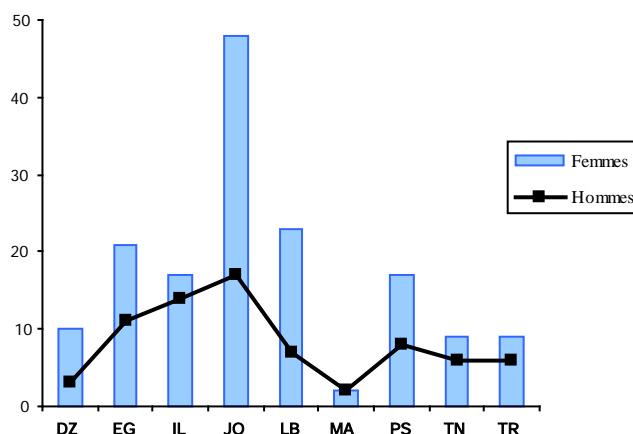
Mais, quelles sont les chances des femmes de valoriser leurs compétences et leur potentiel ? Les postes de directeurs, cadres et gérants ²⁵ leur sont moins offerts quelle que soit la contrée ²⁶. La part de la population féminine exerçant des professions intellectuelles et scientifiques (notamment spécialistes de la santé et de l'enseignement ou *professionals*) varie de 9 % en Tunisie et Turquie, à 22 % en Égypte et au Liban, pour atteindre 48 % en Jordanie (graphique 6). En Égypte, un contraste apparaît : près de 21 % des femmes occupent ces fonctions de haut niveau (11 % des hommes) mais près de la moitié sont ouvrières agricoles (27 % des hommes). La Tunisie et la Turquie présentent des profils voisins avec une faible proportion de cadres supérieures et de techniciennes, mais une forte représentation d'ouvrières agricoles (64 % et 47 % respectivement). Les femmes bénéficient d'une position différente au Liban : 23 % sont des *professionals* surtout dans l'éducation et 22 % sont techniciennes (7 % des hommes dans les deux groupes). La population active israélienne est certes hautement qualifiée, les femmes diplômées du supérieur (50 %) distancent largement les hommes (39 %) ; pourtant, seulement 17 % d'entre elles sont cadres supérieures (14 % des hommes), et 5 % sont directrices (10 % des hommes).

²⁴ Source : Unesco 2011.

²⁵ Les données se fondent sur la Classification internationale type des professions (CITP, 2008) qui définit dix grands groupes, dont ceux retenus ici : 1 directeurs, cadres de direction et gérants ; 2 professions intellectuelles et scientifiques ou *professionals* ; 3 professions intermédiaires ; 9 professions élémentaires.

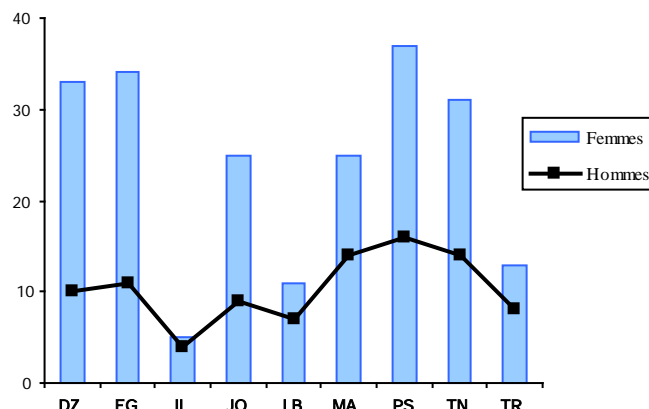
²⁶ De plus, la rémunération féminine est toujours inférieure à celle des hommes. Deux exemples : en Jordanie 47 % des femmes diplômées de l'université gagnent plus de 300 dinars (salaire moyen), contre 64 % des hommes de même niveau (*Department of Statistics*) ; en Bosnie-Herzégovine, l'écart salarial entre les jeunes femmes et les jeunes hommes est d'environ 20 % (BIT, 2008).

Graphique 6. Part des professions intellectuelles et scientifiques (en %) ²⁷



Aujourd'hui, les femmes ont de meilleurs parcours de formation dans presque tous ces territoires. L'éducation a un impact significatif sur les possibilités d'emploi de haut niveau, particulièrement pour la population féminine, qui diffère d'un pays à l'autre. De nombreuses diplômées de l'enseignement supérieur occupent une profession intermédiaire, illustrant ainsi un certain décalage et des clivages importants et sexués entre les pays. À titre d'exemples, les trois quarts des techniciennes en Israël ont un diplôme du supérieur pour la moitié des hommes ; près de la moitié des techniciennes en Algérie possèdent un diplôme tertiaire (pour le tiers des techniciens). Décalage ou déclassement accentué du côté des professions élémentaires situées au bas de l'échelle (aides de ménage, manœuvres...), où se dispersent parfois quelques diplômées universitaires : moins de 1 % en Égypte, en Turquie et au Liban, 5 % en Jordanie, 14 % en Algérie et 22 % en Israël.

Graphique 7. Taux de chômage des diplômé-e-s du supérieur (en %) ²⁸



Dans sept pays arabes et en Turquie, les diplômées de l'enseignement supérieur sont plus vulnérables que l'ensemble de la population féminine et par rapport aux hommes de même niveau de formation. Alors que le chômage concerne 10 % de la population marocaine, il touche 25 % des diplômées tertiaires (contre 14 % des hommes de même qualification, cf. graphique 7). En Égypte, Palestine, Tunisie, près du tiers des diplômées du supérieur sont à la recherche d'un emploi (13 % des hommes). Ces difficultés peuvent s'expliquer par une augmentation du nombre de ces diplômées, qui souhaitent davantage une intégration économique, par des déséquilibres entre l'offre et la demande, renforcés par l'impossibilité de trouver un emploi satisfaisant/décent et/ou dans le secteur public, aux nombreux obstacles sociaux et culturels, et plus largement aux situations économiques locales (rurale, urbaine, industrielle...). En fait, ces chiffres illustrent, de manière alarmante, un marché du travail distinctement segmenté selon le genre et le diplôme.

²⁷ Source : MEDA-ETE ETF, 2007.

²⁸ Sources : Eurostat, MEDA-ETE ETF, 2007.

En revanche, l'élévation du niveau d'études est un atout pour les femmes comme pour les hommes et diminue le risque du chômage dans les six autres contrées - Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Israël, Liban, Monténégro -. Israël se distingue avec seulement 5 % des femmes diplômées du supérieur à la recherche d'un travail (pour 4 % des hommes de même niveau).

Ces pays ont réussi à améliorer leurs performances éducatives et économiques, tandis que le chômage, en particulier des jeunes et des femmes, diplômé-e-s de l'enseignement supérieur, reste soutenu. La région²⁹ fournit une image pessimiste avec un taux de chômage élevé de la jeunesse (30 % des jeunes, 35 % des jeunes femmes), comparé à une moyenne de 21 % dans l'Union européenne. L'afflux régulier chaque année d'un grand nombre de jeunes sur le marché du travail contribue à expliquer ce chômage élevé, avec en parallèle un secteur informel important dans tous ces pays du pourtour méditerranéen. L'évolution notable du niveau d'éducation de la population active durant les dernières et prochaines années annonce des tensions sur le marché du travail autour d'une qualification duale avec de grands écarts entre les niveaux extrêmes et entre les générations, notamment du côté des femmes.

Au final, ce rapide voyage de la situation des femmes dans quatorze pays de la Méditerranée, à travers les statistiques, conduit à un bilan nuancé. Certes, depuis le début des années soixante, on assiste à une croissance sans précédent de l'activité féminine, parfois trop modeste. Cette rareté féminine est à la fois une question de l'histoire et de la culture de chaque contrée, de flux et de représentations, de pratiques d'organisation dans le monde du travail, de partage inégal des responsabilités familiales (Marry, 2004 ; Laufer, 2005). Ceci est renforcé par d'autres aspects et emprises culturels et un manque évident de structures d'accueil pour l'enfance. La question de la sous-utilisation des compétences acquises en formation initiale, ou le manque de reconnaissance sociale et salariale des savoirs féminins se pose encore plus dans la plupart des pays méditerranéens étudiés. Pourtant, la place des femmes dans l'activité économique a évolué, leurs possibilités d'emploi augmentent avec l'élévation du niveau d'éducation. Toutefois, les femmes sorties aux plus hauts niveaux du système éducatif ne sont pas, au contraire des hommes, préservées du chômage dans tous les territoires. Le chômage féminin est faible en Israël identique à celui des hommes, mais elles trouvent moins souvent des postes en lien avec leur formation élevée. Si de nombreuses Jordaniennes et Libanaises sont cadres et professeures, elles sont en revanche peu à travailler. La Croatie paraît davantage prometteuse, offrant des situations meilleures pour l'ensemble des femmes.

Les pays du pourtour de la Méditerranée se particularisent par la faiblesse de l'activité féminine sur des marchés du travail segmentés, déformés par un secteur informel ou une économie souterraine, et un manque réel de reconnaissance et de valorisation de nombreuses jeunes femmes diplômées qui demeurent *inactives*. Les trajectoires des femmes ressemblent à des lignes entrecroisées, sinueuses telles les détours d'une rivière face aux obstacles visibles ou invisibles, un peu à l'image du "*labyrinthe des souks*". Le point de départ est connu, comme la source d'une rivière, mais pas le point d'arrivée de ces femmes dans de nombreuses contrées Arabes. Leurs trajectoires sont rendues complexes, compliquées par des barrières tenaces sociales, culturelles, économiques...

Dans un tel paysage, les femmes du Printemps arabe affirment leur place au cœur des manifestations : actrices dans la révolution du Jasmin, ferventes révolutionnaires place Tahrir et au Maroc mais, sans mettre en avant des revendications proprement féministes. Les raisons de la colère de ces populations, et notamment des jeunes, résultent d'un mélange détonnant dont les éléments sont maintenant mieux identifiés : difficultés de la vie quotidienne liées à la crise économique, chômage important en particulier parmi les jeunes diplômé-e-s, malaise politique, caractère répressif du régime, absence totale de liberté d'expression, influence des nouveaux moyens d'information... Cette vague qui, a d'abord déferlé sur les terres tunisiennes, puis marocaines et égyptiennes, sera-t-elle bénéfique pour les droits des femmes ?

Bibliographie

Alissa S., 2007, *The school-to-work transition of young people in Syria*, Employment Policy Department, ILO, Geneva.

²⁹ Ces pays ne forment pas réellement une entité régionale, malgré le fait d'être localisés autour de la Méditerranée hors de l'Union européenne : le terme région signifie en fait la moyenne étudiée sur ces 14 pays.

- Amer M., 2007, *Transition from education to work*, Egypt country report, ETF, Turin.
- Assaad R., 2002, the transformation of the Egyptian Labour Market: 1988-1998, *The Egyptian Labour Market in an Area of Reform*, American University in Cairo Press, Cairo.
- Bardak U., 2005, *An overview of educational systems and labour markets in the Mediterranean countries*, Briefing note ETF, Turin.
- Bardak U., Huitfield H., Wahba J., 2006, *Employment policy reforms in the Middle East and North Africa*, ETF, Turin.
- Becker G., 1964, *Human Capital: A Theoretical and Empirical Analysis*, New York, Columbia University Press.
- BIT, 2008, *La transition des jeunes vers le travail décent dans les Balkans occidentaux*, document, Organisation internationale du travail, Genève.
- BIT, 2008, *Projet interrégional : Renforcer la couverture de la protection sociale dans le contexte de l'Agenda de l'Union européenne sur le travail décent et la promotion de l'emploi dans l'économie informel. Maroc : Une étude de cas*. Genève.
- BIT, 2011, *Les tendances mondiales de l'emploi des jeunes*, Genève.
- Bourdieu P., 1998, *La domination masculine*, Seuil.
- Commander S., Zaman C., 2009, *Social protection in ENP South: Challenges and options*. European Commission, July.
- Detape Y., Kagan M., Achikbache B., 2008, *Formation et emploi au nord et au sud de la Méditerranée*, Medstat.
- Doeringer P.B., Piore M.J., 1971, *Internal Labor Markets and Manpower Analysis*, Heath Lexington books, Lexington, Massachusetts.
- ETF, 2008, *Labour Markets in the Western Balkans*, Turin.
- ETF, 2009, *Country plan Lebanon*, Turin.
- ETF, 2009, *Albania, Country Plan 2009*, Turin.
- ETF, 2009, *Coopération régionale dans l'éducation et la formation : le tout est plus grand que la somme des parties*, Turin.
- ETF & World Bank, 2005, *Reforming Technical Vocational Education and training in the Middle East and North Africa. Experiences and challenges*, Turin.
- Eurostat, 2011, *Pocket Book on Euro-Mediterranean statistics*.
- Eurostat, 2011, *Pocket Book on the Enlargement Countries*.
- Fetsi A. et alii, 2007, *Labour markets in the Western Balkans, challenges for the future*, ETF, Turin.
- Fondation européenne de la formation, 2009, *Coopération régionale dans l'éducation et la formation : le tout est plus grand que la somme des parties*, Turin.
- Gadrey N., 2005, *Société de la connaissance et qualification des femmes*. *Éducatons et Sociétés*, n°15. pp. 105-117.
- Guégnard C. et alii, 2005, *Unemployment in Jordan*, European Training Foundation, Luxembourg.
- Guégnard C. et alii, 2008. *La valorisation des compétences des diplômés de l'enseignement supérieur en Europe*, *Bref*, 257, Céreq, décembre.
- Huitfeldt H., Kabbani, N., 2005, *Returns to education and the transition from school to work in Syria*, ETF, Turin.
- INSEE, 2009, *Le « halo » du chômage : entre chômage BIT et inactivité*, *Insee première*, n°1260, octobre.
- Lauffer J., 2005, *La construction du plafond de verre : le cas des femmes cadres à potentiel*, *Travail et Emploi* n°102, avril-juin, Dares, La Documentation française.
- Marry C., 2004, *Les femmes ingénieurs. Une révolution respectueuse*, Belin, Paris.
- Nicole-Drancourt C., 1991, *Le labyrinthe de l'insertion*, la Documentation française, Paris.
- Programme des nations unies pour le développement, 2011, *Rapport mondial sur le développement humain*, New-York.
- Rose J., 1984, *En quête d'emploi. Formation, chômage, emploi*, Paris, Économica.
- Sultana R., Watts A., 2007, *L'orientation professionnelle dans la région Méditerranéenne*, ETF, Turin.
- Transparency International, 2011, *Corruption Perceptions Index*.
- World Bank, 2008, *The Road Not Travelled, Education Reform in the Middle East and North Africa* World Bank, Washington.
- Vos A., 2008. *Turkey: Human Resource Development Country Analysis*, ETF, Turin.
- World Bank, 2008, *Morocco. Skills development and social protection within an integrated strategy for employment creation*. Policy note, Washington.
- World Bank, 2006, *Albania Labor market assessment*. WB report 34597-AL, Washington.

World Bank, 2006, *Bosnia and Herzegovina: Addressing Fiscal Challenges and Enhancing Growth Perspectives*, Washington.

World Economic Forum, 2011, *Global Gender Gap Index*, Geneva, Switzerland.

Tableau 1. Principaux indicateurs socioéconomiques en 2011³⁰

	Population Million	IDH Rang	Indice inégalité genre Rang	Indice de fécondité 2010	Croissance population 2010/2015	Alpha- bétisme Femmes (%)	Seuil de pauvreté national (%)	Indice de Corruption Rang
Albanie AL	3.2	70	78	1.4	0.4	95	12.5	96
Algérie DZ	35.4	96	121	2.4	1.5	64	23.0	112
Bosnie BA	3.8	74	-	1.2	-0.2	-	18.6	91
Croatie HR	4.4	46	50	1.5	-0.2	98	17.0	66
Égypte EG	84.5	113	123	2.9	1.7	58	20.0	112
Israël IL	7.6	17	55	2.8	1.7	89	23.6	36
Jordanie JO	6.1	95	117	3.8	1.9	89	14.2	56
Liban LB	4.3	71	118	1.9	0.7	86	28.0	134
Monténégro ME	0.6	54	-	1.7	-0.1	94	7.0	66
Maroc MA	32.4	130	129	2.4	1.2	44	15.0	80
Palestine PS	4.2	114	-	4.3	2.8	92	22.0	-
Syrie SY	21.6	119	124	3.3	2.4	78	11.9	129
Tunisie TN	10.5	94	108	1.9	1.0	71	3.8	73
Turquie TR	75.7	92	122	2.1	1.1	85	17.1	61

Tableau 2. Indicateurs du marché du travail en 2010 (en %)³¹

	Taux d'emploi	Taux d'emploi féminin	Taux de chômage Femmes	Taux de chômage Hommes	Taux de chômage Jeunes	Secteur agricole	Secteur services	Salariées hors agriculture
Albanie	53	44	16	12	27	44	36	33
Algérie	41	12	19	8	21	13	56	20
Bosnie	39	29	30	26	57	21	47	-
Croatie	54	49	12	11	34	14	57	45
Égypte	48	19	23	5	25	30	49	18
Israël	62	58	7	7	14	2	78	48
Jordanie	35	11	26	10	35	3	77	16
Liban	50	23	10	9	17	6	73	14
Monténégro	48	41	21	19	38	7	73	-
Maroc	49	25	10	9	18	41	38	18
Palestine	33	11	27	23	39	12	60	85
Syrie	45	12	26	5	18	27	43	-
Tunisie	44	23	19	13	32	18	49	25
Turquie	46	26	11	10	20	25	50	22
UE-27	64	58	12	11	21	5	69	-

³⁰ Sources : Eurostat, PNUD, Unesco, Unicef.

³¹ Sources : BIT, Eurostat, PNUD.